

[Ce texte](#) d'Anselm Jappe aurait dû faire l'objet de quelques remarques de ma part (JW) mais les lettres qui suivent montrent que le projet en fut abandonné. Plus d'un an après il m'apparaît utile de représenter tout ça en l'introduisant.

La notion de « masque de caractère » que Marx utilisait ne nous est pas étrangère puisque, très prisée en RFA dans les années 1970, elle fut reprise plusieurs fois au début de Temps critiques, par Bodo Schulze, dans sa perspective d'un « capital automate ». Une perspective que nous avons progressivement abandonnée à partir du n° 8 pour poser la question de la nécessité ou non de l'intervention politique d'une part et celle de la puissance du capital d'autre part, les rapports sociaux d'exploitation ne nous paraissant plus rendre compte de la globalité du processus de domination en cours. C'est une voie que nous avons continué d'explorer, surtout à partir du n°15 et du livre [Après la révolution du capital](#) quand nous avons voulu analyser le redéploiement de l'ancien État-nation dans sa forme réseau plus récente au sein de ce que nous avons décrit comme les trois niveaux de la domination du capital. Non pas donc un capital toujours plus impersonnel, mais un capital comme pouvoir pour reprendre le titre du livre de [Nitzan et Bichler](#).

C'est ce que ne voit pas Jappe quand il utilise la notion de « masque de caractère » pour dénoncer, comme s'il était le premier ou comme si ça servait à quelque chose, le danger que représenterait l'illusion démocratique d'une part, la croyance en un changement de politique d'autre part. Il est pourtant paradoxal et assez donquichottesque de penser une activité anti-politique possible quand on énonce justement le caractère impersonnel de la domination et la notion de fétichisme social comme recouvrant toute la réalité du rapport social.

Cette incapacité à tenir compte du « pouvoir du capital » ne permet pourtant pas de comprendre le passage de la société féodale finissante et donc déjà bien pénétrée par les flux de capital, à la société bourgeoise. Édifiant est à cet égard le texte de palim psao : « Pour sortir de la société capitaliste peut-on s'appuyer sur les institutions existantes. Pour une lutte antipolitique » qui se trouve sur le même site, en parallèle au texte de Jappe. Le rôle de la « grande révolution française » (avec des guillemets au cas où on ne comprendrait pas) y est largement sous-estimée comme d'ailleurs sûrement et c'est un point partagée aussi par les « communisateurs », l'importance de tout événement qui ne serait pas ... la crise !

Dans le texte de palim psao, la révolution française n'est plus qu'un « grand récit » (je n'invente rien !). Le structuralisme du capital automate rejoint la phraséologie post-moderne sur la fin de l'Histoire et la destruction du sujet.

Cette incapacité à penser les « passages » entre époque, à cerner les éléments et les événements dissolvants de l'ancien, bref des ruptures se retrouve dans l'incapacité à penser

Quelques réactions à la suite de « Not in my name » d'A.Jappe

le passage de la domination formelle à la domination réelle du capital autrement que sous l'angle de la valeur et du travail et sans prendre en compte les événements révolutionnaires, les institutions qui viennent ensuite les sédimenter, dans la victoire comme dans la défaite, mais qui ne peuvent être réduites à de simples superstructures qui ne feraient que refléter l'infrastructure d'un mode de production.

C'est justement ce rôle particulier des institutions dont nous avons toujours tenu compte que ce soit dans nos analyses sur l'école ou plus généralement au niveau général de l'Institution. Une attention qui permet de comprendre pourquoi JG a si bien rendu compte, dans le passage à l'État-réseau, de ce qu'il a appelé « l'institution résorbée ».

Et dire cela ne nous a jamais conduit à aller voter ou croire à l'autogestion ou à Syriza et Podemos !

JW

---

Le 20/05/2014

Jacques,

J'avais l'intention de répondre, mais est-ce utile de répondre une énième fois à une « énième diatribe contre la chrématistique »?

N'y a-t-il pas d'autres sujets plus intéressants qui réclament notre énergie?

Je te signale par exemple que tu n'as pas répondu à ma critique sur ton édito du 17...

Bien à toi,

Bernard

---

Le 20/05/2014

Bonjour,

Oui, Bernard a raison, laissons Jappe et ses suiveurs macérer dans leur impasse théorique. Nous leur avons réglé leur compte il y a dix ans maintenant (« L'évanescence... », 2004). Il y a des chemins critiques plus intéressants à parcourir : rationalité/irrationalité/rationalisation que JW et BP devraient poursuivre; mais aussi la critique de la fausse opposition

identité/altérité que j'aborderai dans « Le capital ne réalise pas la philosophie de Hegel » puisque pour B et D « L'AUTRE » est une référence majeure, une figure qu'ils absolutisent...

JG

---

Le 20/05/2014

Jacques,

Personnellement je ne règle de compte à personne et quant à la société capitalisée nous l'avons justement analysée comme celle qui ne dépasse jamais rien puisqu'elle englobe. Et plus particulièrement, l'hypothèse de l'évanescence de la valeur ne liquide pas la question de la valeur, pas plus que notre critique des théories du genre ne liquidera la question des rapports H/F et des rapports à la nature.

Un autre rappel aussi : la revue est née de deux choses, premièrement la nécessité de faire un bilan de notre défaite et deuxièmement de ne pas repartir sur l'idée de la refondation d'une théorie révolutionnaire avec un grand T mais d'adopter une démarche plus modeste de critique. Cette critique se trouve ainsi confrontée par exemple aux transformations de la révolution du capital mais aussi à leurs effets sur les autres démarches critiques. Ainsi j'ai commencé « L'évanescence... » comme une présentation d'un groupe théorique très proche de nous (Krisis) à l'époque et avec qui j'avais des rapports (ses traducteurs en français et Kurz qui a écrit un article dans la revue) et nous l'avons terminé deux ans plus tard dans le plus profond désaccord avec leurs thèses. Ce désaccord s'est encore accentué depuis la crise de 2008 et leur involution vers l'économie réelle et la valeur-travail...mais c'est leur analyse qui s'inscrit dans le sens commun aujourd'hui et non pas la nôtre. Il est donc nécessaire de s'y coltiner sauf à concevoir notre activité que comme une recherche désincarnée menée à partir d'une tour d'ivoire et entre individus aussi repliés sur eux-mêmes et entre eux-mêmes que les insurrectionnismes dont nous avons mis en évidence les pratiques d'entre soi.

On pourrait dire la même chose sur la question de l'État. Nous avons affirmé haut et fort son importance, même dans sa forme restructurée en réseau en insistant sur la question de la puissance. Une question qui a été ignorée par les « communisateurs » et pour d'autres raisons (le capital-automate) par Krisis and co. Or cette question leur pète aujourd'hui à la gueule avec le retour des politiques et tendances souverainistes (Théorie Communiste est en train de le reconnaître paraît-il). C'est donc aussi dans cette double confrontation à la réalité d'abord, à l'ensemble de la critique aussi ensuite que nous pourrons répondre au défi théorique que représente le maintien de notre perspective de l'État-réseau et le retour des

politiques nationales agressives qui montre que la question de « l'État-nation n'est pas non plus « réglée »!

Voilà pour le moment.

JW

---

Le 20/05/2014

Je reprends.

Un exemple du fait que rien n'est dépassé et qu'on « ne règle pas les comptes » aussi facilement, nous est donné par le livre de Lohoff et Trenkle (Krisis) : La grande dévalorisation qui vient de sortir en français. Le fait que l'école critique de la valeur comme elle se nomme elle-même utilise encore les termes de valorisation et de dévalorisation est sans doute le fruit d'une impasse mais une impasse bien partagée. Et c'est bien en me confrontant à ces termes et en référence avec l'idée d'évanescence que j'ai été amené à reprendre le terme de « reproduction rétrécie » qui me paraissait adéquat à la phase actuelle et permettait, au niveau conceptuel du moins, de se décentrer par rapport à l'analyse de la valeur . Je ne développe pas plus ici et pour le moment.

JW

---

Le 20/05/2014

Jacques,

La formule que j'ai employée « nous leur avons réglé leur compte » n'était pas à prendre au pied de la lettre mais à lire comme une hyperbole. Pour signifier qu'il y a mieux à faire que de continuer la critique de Krisis. Non pas que celle que nous leur avons porté depuis dix ans soit à considérer comme un dogme, comme une vérité, mais bien plutôt comme un work in progress, une dynamique politique (avec ses hauts et ses bas) qui cherche à expliciter au plus près les réalités historiques du capitalisme d'aujourd'hui. Donc : ni recherche « désincarnée » ni repli sur une doxa invariante.

Ce que tu dis sur la question de l'État et sur ce que nous avons avancé sur l'État-réseau incite à la réflexion. Bien sûr que l'État-nation n'est pas liquidé, nous ne l'avons d'ailleurs

jamais prétendu. Montrer que les anciennes médiations de l'État-nation n'opèrent plus que faiblement et qu'elles ont tendance à se résorber dans une « gestion des intermédiaires » ne signifie pas que l'État-réseau se serait substitué à l'État-nation. Les poussées souverainistes et les politiques (bien modestes malgré leur arrogance idéologique) qui cherchent à revigorer une « production nationale » et un marché national ne signifient pas pour autant un retour de l'État-nation ; il s'agit plutôt d'un recours aux dispositifs réglementaires nationaux, lesquels s'avèrent de peu d'effet sur le niveau I, celui de la puissance des flux globaux de capitaux. Dans cette perspective ne pourrait-on pas avancer que l'État-réseau se déploie dans le niveau II ? Autrement dit, que l'effritement, le délitement (et le plus souvent l'effondrement) de l'État-Providence et de son compromis fordiste permet à l'État-réseau de s'infiltrer dans des rapports sociaux où il était, si ce n'est absent, du moins peu actif. Cette pénétration réticulaire dans le niveau II s'exprime dans les tensions, les conflits de toutes natures entre réseaux et institutions : par exemple, en France, les partisans d'un « patriotisme économique » (Montebourg, les syndicats ouvriers, des PME « bonnets rouges », etc.) combattant les flux globaux de capitaux, les FMN, les marchés mondiaux et leurs supports locaux, etc. On pourrait trouver d'autres exemples internationaux de ces tensions, notamment avec les processus politiques en cours en Inde où s'affirme un nationalisme hindouiste (mais modéré par les intérêts indiens dans le niveau I). Bref, notre thèse sur l'État-réseau ne serait pas invalidée par les processus souverainistes actuels, mais plutôt confirmée. Il faudrait sans doute alors établir une distinction entre souverainisme et nationalisme. Ces souverainismes seraient l'expression d'une forme d'État-nation formel, abstrait, quasi fictif car en grande partie vidé de son contenu autochtone. Les crispations nationalistes étant d'ailleurs d'autant plus virulentes (quoique inoffensives) que l'État-nation-abstraisé a de plus en plus de mal à trouver un nouveau contenu d'autochtonie. Exemple de la chose : l'utilisation généralisée par les politiques et les managers du terme de « territoire ».

A suivre

JG

---

Le 21/05/2014

Je continue mais en changeant de message car c'est lourd. Donc en réponse ou plutôt corrélation avec ce que vient de dire JG sur l'Etat.

Pour partir de quelque chose de plus concret disons que la stratégie Montebourg n'est pas équivalente à celle de Mélenchon. Son patriotisme économique est ancré dans une vision

d'État stratégique dans le cadre de ce qu'il perçoit comme une « guerre économique ». Cela ne peut se comprendre que dans une perspective d'agissements au sein du capitalisme du sommet (niveau I, cf. Temps critiques n°15). Et c'est cette stratégie de puissance qui entre plus difficilement dans le cadre de notre analyse en termes d'État-réseau. En effet, pour accomplir cette tâche l'État doit faire assaut de colbertisme rénové comme s'il pouvait encore tout faire et faire tout. On est donc très loin des années 1990 où Jospin disait justement à l'inverse que l'État ne peut plus tout faire.

Cet État stratège s'est déjà mis en place aux États-Unis ... en même temps que ces derniers oeuvraient à la mise en place de l'OMC, où on peut voir qu'il n'y a rien d'incompatible entre cette perspective interventionniste et la libération des marchés. Selon un récent article du journal Le Monde, H. Sterdyniak, directeur du département économique de l'OFCE, aurait déclaré qu'on est passé d'une bataille mondiale entre grandes entreprises (le cadre est celui d'une économie globalement libérale dans laquelle les FMN mènent la danse) à une bataille entre puissances cherchant à promouvoir à nouveau des « champions nationaux »... sans que la nationalité de l'entreprise soit déterminante (la moitié des entreprises du CAC 40 sont à majorité non résidente). Je rejoins donc ici J.Guigou quand il relève l'importance de la notion de territoire.

Face à cette stratégie de niveau I, les réponses nationalistes et populistes restent centrées sur le niveau II, les premières par souci de maintenir l'indépendance nationale, les secondes pour essayer de maintenir les anciennes médiations de la société nationale de classe. Mais hormis au niveau électoral cette position n'est déjà plus guère tenable ; ainsi, les « frontistes », de droite comme de gauche, sont devenus très prudents sur la question de l'euro et d'une hypothétique sortie ou abandon de la monnaie commune.

A suivre peut être ...

JW